

6 janvier 2006

**Réponse d'Outremer Telecom sur l'analyse
des marchés de liaisons louées**

SOMMAIRE

1. LA SITUATION CONCURRENTIELLE TRES DEGRADEE PREVALANT SUR LES MARCHES DES LIAISONS LOUEES DANS LES DOM	3
1.1 LES PRIX INCOHERENTS ET ANORMALEMENT ELEVES PRATIQUES POUR LA FOURNITURE DE CAPACITES SUR LA PARTIE SOUS-MARINE AUX ANTILLES ET A LA REUNION.....	4
1.1.1 <i>Le câble SAFE</i>	4
1.1.2 <i>Americas II</i>	5
1.2 LES PRIX INCOHERENTS ET ANORMALEMENT ELEVES POUR LA FOURNITURE DE CAPACITES SUR LA PARTIE TERRESTRE AUX ANTILLES ET A LA REUNION	6
1.3 L'ABSENCE D'OFFRE DE GROS EN GUADELOUPE ET LES CONDITIONS TARIFAIRES PROHIBITIVES SUPPORTEES PAR OUTREMER TELECOM.....	7
2. LES OBLIGATIONS IMPOSEES.....	8
2.1 LES OBLIGATIONS TARIFAIRES NECESSAIRES AFIN DE METTRE UN TERME A LA SITUATION D'EVICION TARIFAIRE DONT EST VICTIME OUTREMER TELECOM	8
2.2 OBLIGATION DE FAIRE DROIT AUX DEMANDES RAISONNABLES D'ACCES	10
2.3 OBLIGATION DE FOURNIR UNE OFFRE D'IRU	10
2.4 OBLIGATION DE FOURNIR UNE PRESTATION DE SECURISATION ET DES ENGAGEMENTS DE QUALITE DE SERVICE	10
2.5 OFFRE DE COLOCALISATION SUR LES STATIONS D'ATTERRISSEMENT	11
2.6 OBLIGATION DE COMMUNIQUER LES CONDITIONS FAITES PAR FRANCE TELECOM A SES SERVICES, SES FILIALES ET SES PARTENAIRES AINSI QUE LES CONTRATS QU'ILS CONCLUENT	12
2.7 OBLIGATION D'INFORMATION	12

Introduction :

1. Dans le cadre de l'analyse des marchés de gros et de détail des liaisons louées, l'ARCEP a publié le 30 novembre 2005 une consultation publique. Outremer Telecom souscrit à la délimitation géographique et la délimitation en terme de produits et de services des marchés de liaisons louées dans les DOM effectuées par l'ARCEP ainsi qu'à son constat de l'existence de fortes barrières à l'entrée sur ces marchés nécessitant la mise en œuvre d'une régulation *ex ante*. Outremer Telecom souhaiterait néanmoins apporter certaines précisions chiffrées ainsi que des éléments complémentaires concernant la situation concurrentielle très dégradée prévalant sur les marchés des Antilles et la Réunion qui devraient conduire l'ARCEP à renforcer les remèdes prévus dans son projet d'analyse.

1. La situation concurrentielle très dégradée prévalant sur les marchés des liaisons louées dans les DOM

2. C'est très justement que l'ARCEP souligne la faible évolution des prix constatée pour la fourniture de capacités sur les différentes routes entre la Métropole et les Antilles et la métropole et la Réunion sur le segment sous-marin et le segment terrestre.

3. Outremer Telecom entend apporter ci-après des précisions et des compléments chiffrés qui démontrent des tarifications anormalement élevées et incohérentes appliquées à l'ensemble des prestations pour lesquelles France Télécom dispose d'un monopole, y compris pour les liaisons louées intra-DOM aux Antilles, ces liaisons étant indispensables pour relier certains DOM à l'extérieur.

4. Compte tenu des surcoûts ainsi supportés, Outremer Telecom ne dispose aujourd'hui d'aucun espace économique pour vendre ses services d'accès à Internet à haut débit au détail.

5. A titre liminaire, il convient de rappeler Outremer Telecom est un opérateur de réseaux et de services de télécommunications fixes, mobiles et Internet **spécialisé sur les quatre DOM.**

6. Outremer Telecom fournit des services variés aux particuliers comme aux entreprises (liaisons louées en gros et au détail, services de téléphonie fixe locale et longue distance et de téléphonie mobile, accès à Internet bas et haut débit, résidentiel et professionnel). Ainsi, Outremer Telecom peut être qualifiée **d'opérateur généraliste intégré**. Elle est aujourd'hui le seul opérateur significatif aux côtés de France Télécom sur les marchés des DOM. Outremer Telecom aborde actuellement une phase cruciale dans son développement de services ADSL. Outremer Telecom a en effet investi de façon massive afin d'être présente sur la plupart des répartiteurs dégroupés et ce, en vue d'atteindre une base de clientèle suffisante pour amortir les coûts fixes supportés.

7. S'agissant des liaisons intercontinentales, Outremer Telecom dispose aujourd'hui de capacités à hauteur de 155 Mbits à La Réunion et aux Antilles et anticipe des besoins en capacités encore supérieures à l'horizon 2006. Sur le câble SAFE en particulier, et en dépit des conditions économiques qui lui sont faites sur ces offres, Outremer Telecom utilise aujourd'hui deux liaisons de 45 Mbits.

8. Outremer Telecom est donc déjà actuellement confrontée à des besoins importants en terme de débits et de qualité de service qui rendent indispensables la disponibilité d'offres de gros de capacités sous-marines adaptées à l'activité d'un opérateur de télécommunications qui doit impérativement se développer.

1.1 Les prix incohérents et anormalement élevés pratiqués pour la fourniture de capacités sur la partie sous-marine aux Antilles et à la Réunion

1.1.1 Le câble SAFE

9. Outremer Telecom ne reviendra pas sur la situation concurrentielle qui a pu prévaloir sur la liaison sous-marine Métropole-la Réunion. L'ARCEP dispose de l'ensemble des éléments concernés puisqu'elle a été saisie au cours de l'année 2004 des difficultés rencontrées par l'opérateur alternatif sur cette route.

10. Sur ce segment, France Télécom dispose en effet d'un monopole pour la commercialisation de capacités aux opérateurs tiers.

11. Outremer Telecom entend seulement attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait qu'en dépit de ses interventions, les conditions faites sur le marché de gros de transport de capacités sous-marines entre la Réunion et la Métropole ne permettent toujours pas l'exercice d'une concurrence effective.

12. Selon le modèle de coûts élaboré par l'ARCEP, le tarif orienté vers les coûts de la liaison sous-marine devait être égal à 398€/par Mbit/s pour l'année 2005 et baisser à 312€/par Mbit/s en 2006. Or, France Télécom facture à ce jour le transport de la liaison sous-

marine entre la Réunion et la Métropole à un tarif de 656,6€ par Mbit/s (soit un tarif de 970€ par Mbit/s lorsqu'on y inclut le coût des segments terrestres à La Réunion et en métropole ainsi que la liaison sous-marine entre le Portugal et Penmarch) et ce, pour une liaison non sécurisée.

13. Ainsi, en dépit de l'avancée qu'a constitué la décision de l'ARCEP n°04-376 du 4 mai 2004, le monopole que détient France Télécom sur le segment Métropole- la Réunion lui permet toujours de fixer les prix au-dessus du niveau exigé par le respect du principe d'orientation vers les coûts et de continuer à se comporter de façon indépendante de toute pression concurrentielle.

14. Sous réserve de la situation de ciseau tarifaire qu'il convient également de prendre en compte dans la détermination des conditions tarifaires devant prévaloir sur ce segment (voir ci-après), il est donc important que les remèdes mis en œuvre par l'ARCEP comportent également les moyens de contrôler l'application effective d'un tarif orienté vers les coûts par l'opérateur historique, en imposant notamment une communication systématique des conventions signées en sus de l'obligation d'insérer les tarifs dans le cadre d'une offre de référence publiée chaque année.

1.1.2 Americas II

15. S'agissant du câble Americas II, Outremer Telecom achète aujourd'hui des capacités sous-marines pour relier d'une part, la Guyane à la Martinique et d'autre part, la Martinique à la Métropole.

16. Si, en principe, la concurrence existe sur le câble Americas II, ce constat doit être sérieusement nuancé en pratique compte tenu du très faible volume de capacités de réserves sur la bretelle reliant le câble à la Martinique dont disposent les opérateurs tiers qui exploitent le câble. France Télécom est la seule à s'être pourvue de volumes de capacités de réserve sur ce segment. Aussi, les opérateurs tiers intéressés à fournir des capacités aux Antilles à Outremer Telecom sont contraints de se fournir auprès de France Télécom pour l'accès à cette bretelle¹. Or, il apparaît que France Télécom leur facture ces capacités à des tarifs élevés que les opérateurs répercutent par la suite dans le prix de revente à Outremer Telecom de sorte que l'intérêt d'une offre alternative à celle de l'opérateur historique est fortement réduit.

17. Ainsi, pour la Guyane, compte tenu du faible volume de clients et du besoin réduit en capacités qui en résulte, il n'est pas rentable pour Outremer Telecom d'acheter des

¹ Les capacités sont commercialisées par France Télécom sous l'intitulé « IMU ».

capacités pour une **liaison sous-marine entre la Guyane et la Métropole**. Outremer Telecom se fournit donc en capacités sur le câble Americas II auprès d'opérateur tiers pour une liaison Guyane-Martinique d'où le trafic est par la suite acheminé en Métropole.

18. S'il est vrai que France Télécom ne dispose pas de monopole sur cette route, il n'en reste pas moins qu'Outremer Telecom est confrontée à des conditions tarifaires prohibitives sur ce segment (voir tableau en annexe 2).

19. La situation est la même sur la **liaison sous-marine entre la Martinique et la Métropole** où Outremer Telecom se fournit également auprès d'opérateurs tiers.

20. En conséquence, les tarifs pratiqués sur ces liaisons sous-marines demeurent anormalement élevés lorsqu'on les compare avec un tarif orienté vers les coûts. Ils sont également entachés d'incohérence puisque ramené au kilomètre et au mégabits, le tarif de la liaison Guyane-Martinique est plus élevé que le tarif de la liaison Martinique-Métropole.

1.2 Les prix incohérents et anormalement élevés pour la fourniture de capacités sur la partie terrestre aux Antilles et à la Réunion

21. Ainsi que le souligne l'ARCEP, France Télécom détient un monopole sur le transport terrestre de capacités entre les stations d'atterrissage et les brasseurs où peuvent s'interconnecter les opérateurs alternatifs.

22. France Télécom a refusé, sans motivation, toute solution de co-localisation ou de localisation distante par laquelle Outremer Telecom pourrait installer et exploiter les équipements nécessaires en vue de réaliser l'interconnexion de son réseau dès la sortie des câbles sous-marins dans les stations elles-mêmes ou un emplacement proche. Outremer Telecom a donc été contrainte de recourir à la prestation de transport terrestre fournie par l'opérateur historique.

23. **S'agissant de la Réunion**, dans sa décision de règlement de différend 04-376 du 4 mai 2004, l'ARCEP a considéré que le tarif de la prestation de complément terrestre ne pouvait dépasser le prix d'une liaison louée d'aboutement tel que fixé au catalogue d'interconnexion de France Télécom soit 140,4 € par mois et par Mbit/s, sur la base d'une liaison de 2 Mbit/s de 28 kilomètres.

24. Ainsi, en 2006, à supposer que France Télécom respecte ses obligations, le coût seul du segment terrestre à la Réunion représente au moins 20% du tarif de l'offre de liaisons louées entre la Métropole et la Réunion tel que déterminé par l'ARCEP dans sa décision du 4 mai 2004 précitée soit 625 € par Mbit/s. La part représentée par le transport terrestre dans le coût global de transport de capacités à La Réunion reste donc très lourde.

Ainsi qu'exposé ci-après, une solution de colocalisation dans les stations d'atterrissage de France Télécom permettrait de réduire un tel coût.

25. **Aux Antilles**, la situation est encore plus préoccupante.

26. Ainsi qu'exposé précédemment, Outremer Telecom doit recourir à de multiples offres de compléments terrestres afin de fournir ses services en Guyane en raison du fait qu'elle utilise une liaison Guyane-Martinique et une liaison Martinique-Métropole². Outremer Telecom se fournit obligatoirement auprès de France Télécom pour ces offres de compléments terrestres.

27. Or, ces offres n'ont jusqu'à ce jour fait l'objet d'aucun contrôle. Comme l'illustre le tableau en annexe 1, France Télécom facture ces prestations de complément terrestre à des tarifs prohibitifs et incohérents. Ainsi, les tarifs pratiqués sur les compléments terrestres :

- Sont disproportionnés si on les compare aux tarifs pratiqués sur les liaisons sous-marines pour des distances bien plus élevée,
- Ils sont incohérents entre eux : ainsi, en Martinique, le prix au mégabits du complément terrestre est différent selon qu'il concerne le trafic Guyane-Martinique ou le trafic Martinique-Métropole alors qu'il s'agit d'une prestation identique !

28. En conséquence, Outremer Telecom supporte des charges tarifaires anormalement élevées sur les compléments terrestres en raison de l'absence jusqu'à ce jour de contrôle du monopole absolu détenu par France Télécom. Dans l'attente de la mise en oeuvre d'une solution de colocalisation, Outremer Telecom considère donc qu'il est indispensable d'imposer une orientation vers les coûts des tarifs des compléments terrestres ainsi que l'ARCEP l'envisage dans son projet d'analyse.

1.3 L'absence d'offre de gros en Guadeloupe et les conditions tarifaires prohibitives supportées par Outremer Telecom

29. S'agissant de la Guadeloupe, il importe de souligner que France Télécom dispose d'un monopole pour la commercialisation de capacités sur le câble ECFS. A l'instar de la Guyane, compte tenu du fait qu'aucune offre de gros n'est disponible pour une liaison Guadeloupe-Métropole, Outremer Telecom achète des capacités sur ce câble pour le

² Hors le complément terrestre en Métropole, Outremer Telecom utilise trois compléments terrestres, soit un en Guyane et deux en Martinique.

segment Guadeloupe-Martinique d'où le trafic est ensuite acheminé en métropole *via* le câble Americas II.

30. Or, à ce jour, la pression concurrentielle sur ce câble étant nulle, Outremer Telecom ne dispose d'aucune offre de gros que France Télécom lui a purement et simplement refusé sans aucune justification.

31. Outremer Telecom n'a donc d'autre choix que d'acheter des capacités à partir d'une offre de détail Transfix alors que l'ARCEP a clairement indiqué dans sa décision 04-376 du 4 mai 2004 qu'une telle offre n'était en aucun cas adaptée aux opérateurs.

32. Aujourd'hui, au-delà de son inadaptation technique, cette offre est facturée à Outremer Telecom à un tarif manifestement excessif (voir annexe 2).

33. Le nouveau câble installé dans le cadre du projet Guadeloupe Numérique qui devrait permettre de relier la Guadeloupe à l'extérieur et dont l'exploitation devrait démarrer courant 2006 ne règlera pas les difficultés rencontrées par les opérateurs alternatifs sur ECFS. Ces derniers devront en toute hypothèse disposer d'une offre sur ce dernier câble afin de maintenir une seconde route en vue d'une sécurisation.

2. Les obligations imposées

2.1 Les obligations tarifaires nécessaires afin de mettre un terme à la situation d'éviction tarifaire dont est victime Outremer Telecom

34. Selon une première évaluation réalisée par Outremer Telecom et produit en annexe 3, il apparaît clairement que l'opérateur ne dispose aujourd'hui d'aucun espace économique en vue de fournir ses services Internet haut débit dans les DOMs et de ce fait, ne peut espérer atteindre une taille suffisante afin de rentabiliser ses investissements.

35. Pour l'ensemble des DOM, cette situation résulte essentiellement de la part anormalement élevée des coûts liés à la bande passante intercontinentale.

36. Il convient en effet de souligner que l'investissement dans le dégroupage implique des coûts fixes important pour un opérateur comme Outremer Telecom qui l'oblige à atteindre rapidement un volume critique de clientèle en vue de générer les économies d'échelle nécessaires pour atteindre un seuil de rentabilité et enclencher un cercle vertueux de croissance.

37. Cette course au volume présuppose la possibilité de pratiquer une politique de prix agressive au détail. Or, précisément, celle-ci est aujourd'hui impossible du fait des coûts supportés par Outremer Telecom pour le transport de capacités intercontinentales. C'est ainsi un cercle vicieux qui s'instaure en lieu et place d'un cercle vertueux :

l'impossibilité de pratiquer des tarifs de détail compétitifs fait obstacle à l'acquisition d'une base de clientèle suffisante pour atteindre un seuil de rentabilité qui en retour interdit lui-même toute baisse des tarifs.

38. **Ainsi, pour l'ensemble des DOMs, le coût de la bande passante représente une fourchette moyenne de 30 à près de 80 % des coûts totaux par abonnés (voir évaluation effectuée par Outremer Telecom en annexe 3).** Une telle situation est le fruit soit d'une situation de monopole contractuel (SAFE et ECFS), soit de l'absence de véritable pression concurrentielle (Americas II).

39. Comme le démontre encore l'évaluation produite en annexe 3, compte tenu des autres coûts supportés par Outremer Telecom et des tarifs de détail pratiqués par France Télécom dans chaque DOM, Outremer Telecom est victime pour ses offres Internet de haut débit d'une **situation de ciseau tarifaire**. Elle ne dispose pas en l'état de sa base de clientèle d'un espace économique suffisant pour fournir ses services, ses marges étant dans la plupart des cas négatives ou insuffisantes.

40. A La Réunion en particulier, compte tenu des capacités disponibles sur le câble SAFE, la résistance de France Télécom à baisser ses tarifs ne peut s'expliquer que par sa volonté de brider la capacité disponible afin de conserver des prix élevés sur le marché de détail, pratique anticoncurrentielle dont l'éventualité est expressément retenue par l'ARCEP dans son projet d'analyse.

41. Si Outremer Telecom note avec satisfaction que l'ARCEP envisage d'interdire les tarifs d'éviction pour l'ensemble des prestations concernées et d'imposer une obligation d'orientation vers les coûts pour la liaison entre la métropole et la Réunion, ainsi que pour les « compléments terrestres » sur l'ensemble des DOM, **le constat actuel justifie dans tous les cas l'application du principe d'orientation vers les coûts à France Télécom sur l'ensemble les marchés de gros des liaisons louées dans les DOM.**

42. En outre, si une approche fondée sur les coûts du fournisseur de capacités est utile, il convient de tenir compte du fait qu'une concurrence effective ne pourra émerger qu'à la condition qu'un opérateur alternatif tel qu'Outremer Telecom puisse disposer d'une marge économique suffisante au regard de la situation sur le marché de détail. C'est d'ailleurs l'orientation adoptée par l'ARCEP à travers l'interdiction des tarifs d'éviction qu'elle entend imposer.

43. Aussi, afin que la régulation tarifaire *ex ante* appliquée par l'ARCEP soit réellement complémentaire par rapport au droit de la concurrence, il conviendrait que l'Autorité publie une méthode exposant les modalités de contrôle de l'absence de tarifs d'éviction.

2.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

44. Ainsi que précédemment exposé, la situation concurrentielle prévalant sur le segment Martinique-Guadeloupe est analogue à la situation sur le segment Métropole-la Réunion. Il est nécessaire qu'une offre comparable à l'offre de gros LLT sur la Réunion soit fournie sur ce segment pour les liaisons louées sur le câble ECFS reliant la Martinique à la Guadeloupe.

2.3 Obligation de fournir une offre d'IRU

45. Ainsi que l'ARCEP l'a indiqué dans sa décision 05-0277 du 19 mai 2005 portant sur les obligations imposées à France Télécom en tant qu'opérateur exerçant une influence significative sur le marché de gros de l'accès dégroupé à la boucle locale cuivre et à la sous-boucle locale cuivre, les offres d'IRU de longue durée permettent une bonne visibilité des coûts à long terme. L'opérateur utilisant une telle offre est moins dépendant des stratégies tarifaires de court terme de ses concurrents, et notamment de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché concerné, en ayant moins de coûts récurrents et plus de coûts fixes. Les offres sous forme d'IRU permettent donc de fonder une concurrence pérenne.

46. Cette offre n'est donc pas substituable à une offre de liaisons louées mais a, au contraire, vocation à la compléter.

47. Depuis l'origine, Outremer Telecom a manifesté son intérêt pour l'acquisition d'IRU sur le câble SAFE. Dans la mesure où Outremer Telecom anticipe des besoins croissant en volume, une offre d'IRU garde toute sa signification économique aujourd'hui. Il serait donc nécessaire que l'ARCEP impose à France Télécom l'obligation de proposer une offre d'IRU sur le câble SAFE pour le segment Métropole-la Réunion.

2.4 Obligation de fournir une prestation de sécurisation et des engagements de qualité de service

48. Une prestation de sécurisation est indispensable à un opérateur tel qu'Outremer Telecom afin de fournir ses services dans des conditions de concurrence effective. L'ARCEP indique expressément dans son projet d'analyse la nécessité d'une telle prestation à partir d'un second circuit indépendant du premier.

49. Or, une telle offre fait défaut à La Réunion alors que le câble SAFE dispose d'une route Est et d'une route Ouest et qu'un plan de sécurisation est prévu dans le cadre du Consortium au moyen des capacités de réserve disponibles.

50. A ce jour, et comme Outremer Telecom s'en est plaint auprès de l'opérateur historique, la solution de location de liaisons à la fois sur la route Est et la route Ouest proposée par France Télécom contraint Outremer Telecom à mettre elle-même en place une solution de sécurisation par câble sous-marin en ayant recours à deux contrats de location de liaisons louées respectivement pour chacune des deux routes concernées. Elle se distingue donc d'un contrat de liaisons louées comportant un système de sécurisation mutualisée. Pourtant c'est le type de sécurisation que France Télécom utilise elle-même pour fournir ses propres services à ses clients, assorti d'une garantie de temps de rétablissement.

51. Il s'agit d'une prestation que l'ARCEP doit contraindre France Télécom à fournir cette dernière opposant toujours une fin de non recevoir aux demandes d'Outremer Telecom sur ce point.

52. Il est donc indispensable que l'ARCEP impose à France Télécom une obligation de fournir une prestation de sécurisation mutualisée incluant une garantie de temps de rétablissement et des engagements de qualité de services assortis de pénalités en cas de non respect. A cet égard, l'objectif d'un contrôle de la qualité ne doit pas seulement viser à réduire les coupures du service mais également à limiter les hypothèses de dégradation de la qualité de service. De telles prestations devraient être intégrées dans l'offre de référence que France Télécom doit publier.

2.5 Offre de colocalisation sur les stations d'atterrissage

53. Outremer Telecom souscrit entièrement au constat effectué par l'ARCEP concernant les stations d'atterrissage et la décision d'imposer une orientation vers les coûts sur ce segment.

54. Néanmoins, Outremer Telecom souhaiterait souligner qu'une solution de colocalisation dans les stations d'atterrissage, à laquelle elle a du renoncer face au refus de France Télécom, serait tout à fait appropriée puisqu'elle permettrait d'accroître son indépendance à l'égard de l'opérateur historique à la Réunion et en Guadeloupe et même s'émanciper totalement de lui pour la Guyane et la Martinique où elle se fournit en capacités sous-marine auprès de tiers.

55. Si, dans l'immédiat, il est urgent qu'Outremer Telecom puisse disposer d'une offre de transport sur les compléments terrestres orientée vers les coûts, à terme, il conviendrait que France Télécom lui fournisse une solution de colocalisation sur les stations d'atterrissage sur le modèle des offres de colocalisation existant en matière d'accès à la boucle locale. A l'instar du dégroupage, une telle offre compte parmi les

prestations associées indispensables aux liaisons louées et son instauration participerait de la politique plus générale adoptée par l'ARCEP favorable au renforcement de l'indépendance des opérateurs alternatifs.

2.6 Obligation de communiquer les conditions faites par France Télécom à ses services, ses filiales et ses partenaires ainsi que les contrats qu'ils concluent

56. Afin de garantir l'effectivité de l'obligation de non discrimination imposée à France Télécom, conformément à l'article L.38 I 1° du Code des postes et communications électroniques (CPCE), il est nécessaire que l'ARCEP impose à l'opérateur historique une obligation de communication systématique pour information des conditions techniques et financières faites à ses filiales, services et partenaires pour l'ensemble des prestations de gros visées notamment dans le projet d'analyse au paragraphe V.2.2.

57. Cette obligation pourrait être imposée sous la forme d'une obligation de transmission pour information deux mois avant une modification des conditions techniques importantes, et une semaine avant toute autre évolution, à l'instar des obligations imposées par l'ARCEP pour les offres de détail génériques.

58. En outre, dans le cadre de l'obligation de transparence incombant à l'opérateur historique, il est imposé à France Télécom de mettre à disposition des tiers les informations sur les processus d'accès et d'interconnexion. A cet égard, l'ARCEP prévoit que France Télécom l'informe dans un délai de 7 jours de la signature de tout contrat relatif aux prestations fournies sur les marchés de gros des liaisons louées. Or, il n'est pas prévu d'obligation de communication systématique des contrats eux-mêmes.

59. Or, conformément à l'article D.307 I du CPCE, l'Autorité peut imposer, au titre de l'obligation de transparence, à tout opérateur exerçant une influence significative sur un marché pertinent, la communication, dès leur conclusion, des conventions d'interconnexion et d'accès.

60. Ainsi, afin de permettre la réalisation des objectifs de concurrence effective et loyale dans des conditions de non discrimination, il serait utile que **l'Autorité impose à France Télécom de lui transmettre, dans le délai de dix jours suivant leur signature, les conventions d'interconnexion et d'accès et les avenants y afférant.**

2.7 Obligation d'information

61. L'ARCEP prévoit la publication de quelques indicateurs de qualité de services (délais de livraison des liaisons, délais de rétablissement après une panne, interruption maximale de service). Afin d'assurer la répliquabilité des offres des opérateurs alternatifs, il est également essentiel que ces derniers puissent disposer de l'ensemble des informations qui sont requises dans le cadre des procédures d'attribution des marchés publics (notamment, l'historique et les statistiques concernant les incidents).

* *

*